

INTRODUCTION

Les données les plus récentes sur le harcèlement et les violences à caractère sexuel (VACS) en culture au Québec, parues dans une étude sur les femmes de tous les corps de métiers dans l'industrie musicale francophone canadienne (Bissonnette, 2022), rapportent que **56 % d'entre elles estiment avoir subi du harcèlement sexuel dans leur milieu de travail**. Dans le milieu littéraire, un récent sondage révèle que parmi les femmes et les personnes issues des minorités de genre, une personne écrivaine sur trois (32,8 %) déclare avoir subi un comportement inadéquat répétitif ou une conduite grave de nature sexuelle (UNEQ, 2020b). Une sur sept indique avoir fait l'objet d'attouchements dans le cadre de relations professionnelles (UNEQ, 2020b). Dans les industries canadiennes des arts de la scène, du cinéma et de la télévision, 82 % des répondant·es issu·es de tous les corps de métiers ayant participé à l'enquête d'Aftermetoo (2021) rapportent avoir fait l'objet de harcèlement sexuel. Aux côtés de ces données s'attardant aux expériences des personnes qui travaillent en culture, les études démontrent que les publics de la culture sont eux aussi lourdement touchés par les VACS. Plus d'une répondante sur deux rapporte avoir « déjà été victime de harcèlement ou d'agression lors d'un événement extérieur à Montréal » (Conseil des Montréalaises, 2017, p. 15).

Si les études diffèrent quant aux comportements qu'elles mesurent, aux secteurs qu'elles analysent, aux populations qu'elles interrogent et aux statistiques qu'elles rapportent, elles convergent toutes vers la même conclusion : le milieu culturel québécois révèle une présence alarmante de VACS. En comparaison, dans une étude pancanadienne menée sur le harcèlement et la violence sexuelle dans une diversité de milieux de travail, ce sont 30 % des répondant·es qui disent avoir vécu du harcèlement sexuel, et 3 % des violences sexuelles (Emploi et Développement social Canada, 2017). Du côté de l'Institut de la statistique du Québec, une étude ayant interrogé près de 22 000

Québécois·es en 2022-2023 rapporte que 8 % des répondant·es disent avoir vécu du harcèlement ou du cyberharcèlement au travail (incluant le harcèlement sexuel, mais également psychologique et discriminatoire) au cours des 12 derniers mois (Aranibar Zeballos et Paquette, 2024). Dans une enquête pancanadienne, 1 répondante sur 8 (13 %) a déclaré avoir été agressée sexuellement dans un milieu de travail à un moment donné au cours de sa vie active, soit environ quatre fois plus que la proportion observée chez les hommes (3 %) (Burczycka, 2021). Ce sont plutôt 48,3 % des membres du personnel enseignant qui auraient vécu au moins une forme de violence sexuelle en milieu collégial, et 38,8 % en milieu universitaire (Bergeron et al., 2016 ; 2020). Des chiffres effarants, certes, mais qui donnent à penser que **la situation serait encore pire en culture qu'ailleurs**.

Les dernières années ont pourtant vu une montée en flèche de la médiatisation et du dialogue dans la sphère publique entourant les VACS, auxquels le milieu de la culture n'a pas échappé. Bien au contraire, tant pour le leadership dont plusieurs organisations ont fait preuve dans la lutte contre les VACS que pour leur rôle dans la reproduction d'un climat qui peut y être propice, les milieux artistiques québécois se sont retrouvés au cœur de cette grande discussion de société. Aux facteurs propres à l'accessibilité grandissante des technologies socionumériques s'ajoute la médiatisation accrue de perspectives féministes à l'égard des violences faites aux femmes et aux personnes de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres (DSPG) (Strong et Rush, 2018). Longtemps passées sous silence, ces violences suscitent, à travers le temps qui passe, des réponses chaque fois influencées par le contexte sociétal contemporain et par ce qu'il devient possible d'énoncer, de dénoncer.

Petite histoire des luttes récentes contre les VACS en culture au Québec

Briser le silence : le tournant du 21^e siècle

S'il convient de rappeler que la chronologie des mouvements de mobilisation contre les VACS en culture au Québec ne peut être universalisée¹, elle s'inscrit dans une prise de parole mondiale ayant majoritairement pour épïcêtre des personnalités publiques issues du milieu de la culture qui ont soit commis ou subi des VACS. Bien avant que le mouvement #MoiAussi ne secoue le Québec en 2017, des voix s'élevaient pour dénoncer un secret de polichinelle, une omertà dans les milieux des arts : la présence rampante des violences sexuelles dans les milieux de travail, d'apprentissage et de loisir culturels. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de VACS auparavant qu'il faut attendre le tournant du 21^e siècle pour qu'on commence réellement à en entendre parler. Avec le changement de siècle, la honte a changé de camp. Il était temps.

1. Les mobilisations en Corée du Sud ont pris place autour de 2016, avec des mots-clics comme #연극계_내_성폭력 (« #violencesexuellesdanslethéâtre ») (Yoon, 2019).

Les années 2000 et la première moitié des années 2010 sont parsemées des récits hautement médiatisés d'artistes ou de membres du public ayant subi des incidents de VACS (Helmlinger, 2013 ; Radio-Canada, 2004 ; Radio-Canada, 2011). En 2004, les agressions sexuelles subies par la chanteuse et animatrice jeunesse Nathalie Simard bouleversent le Québec alors qu'elle porte plainte contre son ex-imprésario Guy Cloutier, qui sera reconnu coupable en décembre 2004 (Radio-Canada, 2004). L'affaire ouvre les battants de discussions sociales jusqu'alors inédites. Simard se saisit de l'espace médiatique pour sensibiliser le public et les milieux culturels à l'égard des VACS qui touchent les enfants (Vastel, 2005). La première entrevue qu'elle accorde sur le sujet est regardée par près de 2,5 millions de téléspectateur·rices (Radio-Canada, 2005a). En 2005, elle crée la Fondation Nathalie Simard, dont l'objectif est de soutenir les organismes venant en aide aux personnes ayant survécu à des agressions pédophiliques (Radio-Canada, 2005b) et publie son autobiographie, *Briser le silence* (Vastel, 2005).

Les années qui suivent verront éclater d'autres cas médiatisés analogues, mettant souvent en cause des figures d'autorité abusant d'artistes ou d'admiratrices en bas âge. En 2011, le professeur de ballet saguenéen Romuald Pavy plaide coupable à des accusations d'attouchements sexuels sur l'une de ses élèves, alors âgée de 12 ou 13 ans (Radio-Canada, 2011). La même année, l'auteur de romans pour adolescent·es Maxime Roussy est accusé d'agression sexuelle contre une lectrice d'âge mineur, fait duquel il sera plus tard reconnu coupable (Helmlinger, 2013 ; Nguyen, 2017). En parallèle à cette couverture médiatique étendue, des artistes puisent dans leur créativité pour éveiller les consciences en matière de VACS à travers les contenus culturels eux-mêmes. Déjà en 1994, France D'Amour dévoilait la chanson « Mon frère », écrite par Lynda Lemay, qui aborde l'inceste. Quinze ans plus tard, Lemay interprétait cette fois elle-même sa propre chanson sur les VACS, « Blessée ». Dans cette chanson, elle livre un récit intimiste de l'expérience de ces violences à partir d'une perspective autobiographique (Blais-Tremblay, citée dans Caza, 2020).

La période précédant la seconde moitié des années 2010 pose ainsi les jalons d'une conscientisation sociale d'envergure nouvelle en matière de VACS au sein des industries culturelles québécoises. Les incidents qui sont médiatisés et les créations artistiques qui sont partagées demeurent cependant ancrés dans une perspective avant tout individuelle (Blais-Tremblay, citée dans Caza, 2020). Si les VACS en culture font l'objet de discussions publiques, les dimensions systémiques du problème ne sont pas encore clairement perceptibles.

#AgressionNonDénoncée

L'année 2014 annonce les débuts d'une collectivisation de la réflexion sur les VACS dans les industries culturelles au Québec, alors que le téléjournaliste Jian Ghomeshi est visé par des allégations d'inconduites sexuelles. Bien que les incidents rapportés se produisent en Ontario, leurs échos se rendent jusqu'au Québec (Glorieux, 2023). Les dévoilements ciblant Ghomeshi entraînent l'apparition du mot-dièse #AgressionNonDénoncée

(Glorieux, 2023). Pour la première fois dans la province, un nombre conséquent de personnes ayant survécu à des VACS lèvent la voix de manière simultanée en inscrivant leur expérience au sein d'un problème de nature systémique (Glorieux, 2023). Dans *Le Devoir*, Fabien Deglise (2014) rend bien compte des ramifications de l'affaire en intitulant son article « Ghomeshi, l'avant et l'après ». Quoique l'intérêt médiatique pour la vague de dévoilements demeure limité au Québec (Savard-Moisan, 2017), le mouvement #AgressionNonDénoncée donne l'élan à une première mise en commun des vécus au sein de la collectivité québécoise. C'était il y a déjà dix ans.

Quelques années plus tard, dans le milieu littéraire, l'ouvrage collectif *Sous la ceinture. Unis pour vaincre la culture du viol*, publié en 2016, rassemble les écrits d'un collectif composé d'une vingtaine d'artistes et de journalistes (Chabot, 2016 ; Dubé, 2016). En réponse au mouvement #AgressionNonDénoncée, le livre rend compte d'un désir de prendre acte du caractère structurel des VACS : « On s'est toutes rendu compte, rapporte la directrice de l'ouvrage Nancy B.-Pilon, qu'à divers degrés, les femmes qui sont proches de moi ont toutes vécu une situation qu'on pourrait relier à la culture du viol » (B.-Pilon dans Chabot, 2016). Face à ce constat choquant, les personnes œuvrant au sein des secteurs culturels prennent action. En danse, dès 2016, un groupe d'interprètes s'assemble en opposition au docteur et ostéopathe Roger Hobden, qui plaide coupable cette année-là à des accusations d'exploitation sexuelle commise en 1997 sur une ballerine de l'École supérieure de danse (aujourd'hui l'École supérieure de ballet du Québec) (Lauzon, 2019). Le contrecoup (ou « *backlash* », voir Faludi, 1991) est rapide : en réponse à la radiation temporaire de Hobden par le Collège des médecins, une douzaine de figures d'importance dans le domaine de la danse signent une lettre de soutien à son intention (Lauzon, 2019). L'année suivante, on retrouve au Théâtre La Chapelle une publicité, rapidement retirée, vantant Hobden comme l'« ostéopathe qui veille sur la santé des danseurs » (Lauzon, 2019). Pour les danseuses Geneviève C. Ferron, Victoria May, Sonya Stefan, Lara Kramer et Marie France Forcier, cet appui s'avère inacceptable et les institutions culturelles doivent prendre la responsabilité d'assurer la protection de leur communauté (Carpentier, 2018 ; Forcier, 2017). Dans le même esprit de mobilisation, le regroupement Femmes en musique (FEM) naît en 2017 avec la publication d'une lettre ouverte dénonçant le sexisme de l'industrie (Blais-Tremblay et Champagne 2023 ; Lauzon, 2017 ; Saucier, 2023). Parmi les signataires, on retrouve Safia Nolin, Cœur de Pirate (Béatrice Martin), Ariane Moffatt et Mara Tremblay. Pour elles, il est urgent d'agir afin de combattre les injustices fondées sur le genre dans le domaine de la musique (Saucier, 2023).

La première vague #MoiAussi

Les révélations sur les VACS commises par le producteur étatsunien Harvey Weinstein donnent le coup d'envoi de la première vague #MeToo en octobre 2017 (Glorieux, 2023). S'il fait suite au mouvement *Me Too* lancé en 2006 par l'activiste africaine-étatsunienne Tarana Burke, mouvement qui visait à dénoncer les VACS dont font l'objet les

femmes racisées (Souffrant, 2022), son ampleur s'avère cette fois sans précédent. Des milliers de personnes survivantes de VACS, pour beaucoup issues des milieux culturels, se saisissent des médias socionumériques et traditionnels pour lever le voile sur leurs expériences (Glorieux, 2023). Le Québec s'inscrit rapidement dans cette vague, avec un article publié dans *La Presse* dans lequel onze personnes indiquent avoir été témoins ou avoir fait l'objet de VACS aux mains d'Éric Salvail, un animateur de télévision québécois (Gagnon et Vallet, 2017). C'est ensuite au président de Juste pour rire et cofondateur de l'École nationale de l'humour Gilbert Rozon de faire l'objet de signalements, plusieurs femmes témoignant dans un reportage publié par *Le Devoir* (Pineda, 2017) avoir subi des VACS. Cette même année, une action collective est déposée par un regroupement de vingt femmes sous le nom de « Les Courageuses », qui affirment avoir subi des VACS de Rozon. Le recours ayant été débouté par la Cour suprême du Canada² (Corriveau, 2020) et les accusations ciblant Salvail et Rozon s'étant toutes deux soldées par un acquittement en décembre 2020, ces deux affaires enflamment le milieu culturel (Pineda, 2022). Elles marquent un point de non-retour.

Dans le milieu littéraire, des cas font hâtivement leur apparition dans les médias. En octobre 2017, l'écrivaine Jill Côté rapporte avoir été agressée par le propriétaire des Éditions des Intouchables, Michel Brûlé, alors qu'elle se trouvait chez lui pour discuter de son manuscrit (Béland, 2020 ; Piedboeuf, 2017). Sept anciennes employées de Brûlé révèlent au *Journal de Montréal* avoir été victimes d'inconduites sexuelles commises par l'éditeur. Les témoins de ces incidents, dont plusieurs seraient survenus au bureau de Brûlé, n'étaient pas intervenues (Lévesque, 2017). La même année, l'écrivaine Léa Clermont-Dion porte plainte contre le fondateur de l'Institut du Nouveau Monde et ex-journaliste Michel Venne, plus tard reconnu coupable d'agression et d'exploitation sexuelles (Béland, 2021 ; Bussièrès et Piedboeuf, 2017). Début 2018, la vague gagne le milieu québécois de la danse lorsque Geneviève Ferron (2018) publie une lettre ouverte, « Danse #WeToo », par le biais du Regroupement québécois de la danse. En plus d'y dénoncer la culture du silence qui règne dans le milieu, elle annonce la tenue d'une première table ronde sur la culture du viol et le harcèlement en danse, au mois de mars de la même année (Carpentier, 2018 ; Ferron, 2018 ; Lauzon, 2019 ; Morneau, 2019). En humour, c'est en 2019 qu'un courriel anonyme est envoyé à des employé·es du milieu, dans lequel des allégations de VACS sont portées contre 21 auteurs et humoristes. Si le caractère anonyme du courriel est dénoncé par plusieurs, l'initiative entraîne une discussion par les membres de l'industrie et la création du regroupement Pour les prochaines, qui vise à lutter contre la culture du viol en humour (Piqueur, 2019 ; Ruel-Manseau, 2019).

Cette première vague #MoiAussi provoque d'importants changements dans l'écosystème culturel québécois. Face à l'urgence d'offrir une assistance aux personnes

2. La Cour suprême du Canada ne s'étant pas prononcée sur le fond de l'affaire, mais ayant jugé que l'action collective n'était pas le recours approprié, « Les Courageuses » entreprennent alors des recours civils individuellement contre Gilbert Rozon.

faisant l'objet de VACS dans le milieu de la culture, Juripop met sur pied L'Aparté³ vers la fin de l'année 2017. Les changements se manifestent également dans le processus de création lui-même, alors qu'une réflexion collective s'entame à l'été 2018 dans le milieu littéraire quant aux manières éthiques d'aborder les VACS à l'écrit. En juillet de cette année-là, la directrice de la revue littéraire XYZ, Vanessa Courville, rend sa démission en protestation à l'inclusion d'une scène d'agression sexuelle dans le numéro à venir (Caillou, 2018b). Le geste de Courville enclenche une prise de parole chez différentes personnes issues du milieu des lettres. Alors qu'Isabelle Boisclair (2018) dénonce la banalisation littéraire des VACS, Martine Delvaux, Nancy B.-Pilon et d'autres rappellent que la mise en scène de la violence faite aux femmes contribue souvent à la reproduction de stéréotypes à ce sujet, allant des violences commises « par des inconnus » alors que les études démontrent qu'une forte proportion des violences sont commises par des proches (Zaccour, 2019), jusqu'aux victimes qui « ont attiré » les violences en portant des vêtements qui ne couvrent pas ou peu certaines parties érotisées du corps féminin (Caillou, 2018a ; Clément, 2018). Traversant différents secteurs culturels au Québec, la première vague du mouvement #MoiAussi permet donc une collectivisation des expériences et initie une première phase de remaniement structurel au sein des milieux artistiques.

La deuxième vague #MoiAussi

Une seconde vague #MoiAussi déferle sur le Québec à l'été 2020. Les dévoilements touchant le milieu du jeu vidéo en juin de cette année s'en font le signe avant-coureur (Groguhé, 2021), alors que de nombreux témoignages éclaboussent l'entreprise Ubisoft (Prévost, 2020). Caractérisée de *boys club*, la compagnie voit des dizaines de personnes dénoncer les VACS qu'elles ont subies dans les studios de Montréal et de Toronto. Elles font état du climat d'impunité qui y règne (Baillargeon, 2020). Début juillet, la vague gagne d'autres industries par le biais de dévoilements parus sur Instagram et la page Facebook *Dis son nom* (Groguhé, 2020 ; 2021). La première affaire à obtenir un retentissement médiatique considérable survient toutefois lorsque l'autrice-compositrice-interprète Safia Nolin révèle dans une story sur Instagram avoir fait l'objet de harcèlement sexuel et avoir été témoin de propos racistes tenus par l'animatrice Maripier Morin (Groguhé, 2020). Quelques semaines plus tard, *Le Devoir* publie un article rassemblant les témoignages de neuf femmes rapportant avoir été victimes de VACS perpétrées par l'humoriste Julien Lacroix (Pineda, 2020). Ces deux

3. L'Aparté est né dans la foulée du mouvement #MoiAussi lorsque des associations professionnelles et des regroupements de la culture se sont réunis pour développer des initiatives visant à lutter contre toutes les formes de harcèlement dans le milieu culturel (sexuel, psychologique, discriminatoire et criminel). La mission de L'Aparté, soutenue par le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ), est d'offrir une première assistance à toutes les personnes du milieu culturel qui font l'objet ou ont été témoins de harcèlement (psychologique ou sexuel) ou de violence au travail (agression sexuelle). Les services de L'Aparté sont décrits en détails dans la seconde partie de ce rapport, plus spécifiquement dans le cadre de la piste d'action 2.5.4.4.

cas phares de ce que l'on a appelé la « deuxième vague » #MoiAussi au Québec débouchent sur une multiplication des prises de parole. Dans l'industrie audiovisuelle, plusieurs agences rompent leurs liens avec des artistes à la suite de dévoilements : c'est le cas de Gabriel D'Almeida Freitas et de Brandon St-Jacques Turpin (Gendron-Martin, 2020). En cirque, nombre d'artistes font leurs premiers signalements, notamment à travers la page Victims_Voices_Circus. Ces révélations entraînent la mise sur pied d'une clinique pour les personnes œuvrant dans le milieu circassien, dans le cadre d'une collaboration entre L'Aparté et le regroupement national des arts du cirque En piste (Siag, 2020). Dans le domaine de l'improvisation, les témoignages frappant le milieu (Radio-Canada, 2020a) poussent l'improvisatrice Alexina Gilbert à créer Rudesse, un regroupement de lutte contre les VACS.

Si le dévoilement de Nolin est le premier à secouer l'industrie musicale québécoise en 2020, il est rapidement suivi par plusieurs autres. La même semaine, le chanteur Bernard Adamus est ciblé par des signalements de VACS, alors que le président de la maison de disques Dare To Care Records, Éli Bissonnette, est mis en cause pour avoir fermé les yeux sur les inconduites du chanteur (Bélanger, 2020). À la suite de la démission de Bissonnette, l'autrice-compositrice-interprète Béatrice Martin rachète l'entreprise, un symbole fort pour les femmes en musique au Québec (Radio-Canada, 2021a). Ces incidents s'ajoutent aux allégations similaires qui surviennent au cours de ce même été à propos d'autres musiciens, dont Alex Nevsky, Yann Perreau, David Desrosiers et Olivier Normandin-Guénette, mieux connu sous son nom d'artiste Maybe Watson (Groguhé, 2021).

Le monde du livre est également bouleversé par la seconde vague #MoiAussi. Un groupe en ligne privé composé de 300 femmes et personnes non binaires est créé à l'été 2020. Son objectif est de dénoncer les VACS et la culture du silence dans le milieu littéraire (Bourel, 2020 ; Lapointe, 2020 ; Larouche, 2020 ; Léger, 2021). Le groupe fait paraître une déclaration commune signée par plus de 150 figures du milieu littéraire incluant Martine Delvaux, Élise Turcotte, Marie Darsigny et Daphné B. (Déclaration commune, 2020 ; Hébert-Dolbec, 2022). Dans la foulée de ces événements, l'ensemble des organisations littéraires majeures s'engagent à agir. À l'Association nationale des éditeurs du livre (ANEL), le comité spécial sur le harcèlement se réunit d'urgence (Léger, 2021). Du côté de l'Union des écrivaines et des écrivains du Québec (UNEQ), une cellule d'urgence est créée (Lapointe, 2020 ; UNEQ, 2020a). À l'issue des discussions menées, l'UNEQ initie en octobre 2020 une consultation auprès des personnes écrivaines. À l'issue de cette enquête, l'UNEQ s'engage à agir concrètement pour enrayer les VACS, notamment en imposant l'adhésion de ses membres à la *Déclaration pour un environnement de travail exempt de harcèlement dans le milieu culturel québécois*. Sous l'effet de la seconde vague #MoiAussi, le remaniement structurel des secteurs culturels visant à en faire des environnements exempts de VACS se poursuit.

Les signalements qui frappent les milieux professionnels de la culture n'épargnent pas les milieux éducationnels. Toujours à l'été 2020, le mot-dièse #ThisIsArtSchool est lancé par des diplômé·es de l'Université de Toronto en études jazz afin d'exposer la

prépondérance de VACS et de racisme au sein des écoles d'art canadiennes (Elliot, 2020). À Montréal, un nombre conséquent de dévoilements sont faits par des personnes étudiant aux facultés d'art et de musique des universités McGill et Concordia (Elliott, 2020). Ces divulgations s'ajoutent aux multiples autres incidents rapportés de manière souterraine dans d'autres universités québécoises. Déjà en 2018, quatre ex-étudiantes racontent à *La Presse* avoir fait l'objet de VACS aux mains de Jean Larose, professeur honoraire en littérature de l'Université de Montréal. Malgré le blanchiment de Larose par le comité disciplinaire, le recteur Guy Breton admet qu'une situation « inacceptable » avait pris place entre ses murs et que les mécanismes institutionnels en place avaient échoué à y répondre adéquatement (Elkouri, 2018). Quatre ans plus tard, c'est un professeur en littérature de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Samuel Archibald, qui fait l'objet d'accusations par deux anciennes étudiantes (Perron, 2022). Cette fois, l'enquête menée par l'université confirme que les accusations sont avérées, mais elle prend fin par la signature d'une entente de confidentialité que les étudiantes jugent contraignante (Perron, 2022). Ces nombreux cas s'ajoutent aux allégations touchant le fondateur des Ballets Jazz de Montréal et de l'École de danse Eddy Toussaint, qui, en 2022, est accusé d'agressions sexuelles dans deux affaires différentes (Duhamel, 2022). Ces maintes prises de parole rendent compte de la prépondérance des abus au sein des institutions qui ont la responsabilité de former la relève dans les milieux artistiques québécois. En plus de défendre l'urgence d'un changement dans les milieux professionnels, la seconde vague du mouvement #MoiAussi appelle à la pleine participation de l'ensemble des environnements de formation artistique dans la lutte contre les VACS.

La suite ?

D'une prise de parole individuelle visant à briser l'omertà à partir des années 2000, on passe en 2014 aux balbutiements d'une riposte collective contre les VACS avec le mot-dièse #AgressionNonDénoncée. Il faut cependant attendre 2017 et 2020, dans la foulée des deux vagues #MoiAussi, pour que se mette en branle un remaniement structurel du milieu culturel québécois. D'aberrations isolées conçues comme étant le fait de loups solitaires, les VACS en viennent en un peu moins d'un quart de siècle à être entrevues comme un problème de société requérant la formulation de réponses institutionnelles et concertées – un refrain, en quelque sorte, à entamer enfin collectivement le poing en l'air, comme cela se fait sur les planchers de danse lorsque Laurence Nerbonne chante « #MeToo » (Feu, 2019).

Si les différents points tournants liés aux prises de parole en matière de VACS en culture au Québec ont résulté en une conscientisation graduelle et ultimement collective de la nature systémique des VACS en culture, de même qu'en le lancement des premières initiatives concrètes de lutte, ils ont aussi donné lieu au développement d'une « *cancel culture* » où les personnes qui font l'objet d'allégations de VACS sont exclues de leurs milieux de travail, ostracisées par leurs pairs et intimidées sur les

tribunes publiques. Dans un contexte où se multiplient les appels à une plus grande concertation entre les organisations qui viennent en aide aux victimes de violences et celles qui accompagnent les personnes qui les commettent, en plus de la mise en relief accrue de formes de violences qui peuvent être commises par des victimes de VACS elles-mêmes dans leurs tentatives de « se faire justice » (par exemple, le cyberharcèlement envers une personne qui a commis des VACS) (Deck Marsault, 2024), une nouvelle phase dans la lutte contre les VACS en culture est en train de s’amorcer au Québec. Dix ans après #AgressionNonDénoncée, le milieu de la culture se questionne sur la réintégration des personnes qui ont commis des VACS. C’est dans ce cadre exploratoire holistique que ce projet de recherche s’inscrit.

Le Sommet sur les violences et le harcèlement à caractère sexuel en culture (2023)

Le 26 septembre 2023 se tenait à l’Agora du Cœur des sciences de l’UQAM le *Sommet sur les violences et le harcèlement à caractère sexuel en culture au Québec* (ci-après appelé « Sommet »), coorganisé par l’Adisq, l’Association des professionnels de l’industrie de l’humour (APIH) et les professeures de l’UQAM Vanessa Blais-Tremblay (Département de musique) et Joëlle Bissonnette (Département de management).

Cet événement de discussions intersectorielles avait pour objectifs de :

- Faire un état des lieux des violences et du harcèlement à caractère sexuel dans l’ensemble des secteurs culturels au Québec.
- Diffuser l’information quant aux ressources existantes pour les personnes qui ont subi ou commis des VACS.
- Évaluer la pertinence et la faisabilité de transposer et d’adapter au milieu culturel québécois certaines mesures ou initiatives qui ont été mises en place ailleurs dans le monde ou dans d’autres milieux pour prévenir et lutter contre les VACS en culture, en particulier celles dont les retombées ont pu être documentées.

Soixante-sept [67] personnes représentant 50 organisations du milieu culturel québécois ont participé activement aux échanges intersectoriels qui se sont étendus sur une journée complète.

Ce rapport rencontre deux objectifs :

- Faire état des observations, préoccupations, idées et pistes d’action discutées lors de ce *Sommet*.
- Offrir un tour d’horizon des démarches et des travaux semblables qui ont été menés ailleurs dans le monde, en particulier dans les cas où des retombées positives ont pu être documentées.

Le rapport s'organise en trois sections: la méthodologie, une première partie sur l'état des lieux et une deuxième partie sur les pistes d'action. Dans la première section, la **méthodologie** que les directrices de ce projet de recherche ont élaborée pour l'ensemble de la démarche ayant mené au présent rapport est détaillée, et ce, de la recension des écrits à la rédaction, en passant par l'organisation du *Sommet* et l'analyse des données qui en ont été issues. Le rapport aborde également les éléments de définition relatifs aux VACS qui ont structuré l'ensemble de la démarche. La deuxième section présente un état des lieux des VACS en culture au Québec, où les perspectives sur le milieu de travail, de loisir ou d'apprentissage des personnes qui ont participé au *Sommet* sont mises en dialogue avec les données tirées de la recension d'études qui portent sur une grande diversité de secteurs culturels dans plusieurs régions du monde. Dans la troisième section, le rapport offre une série de **pistes d'action** qui répondent directement aux problèmes énoncés dans l'état des lieux. Ces pistes d'action sont issues de la recension des écrits pertinents et des données collectées dans le cadre du *Sommet*, certaines ayant été éprouvées (au Québec ou ailleurs dans le monde), d'autres étant plutôt imaginées en réponse aux problèmes énoncés plus tôt. Elles sont réparties en **sept zones d'intervention potentielles**, telles que celles-ci ont émergé des discussions qui ont eu lieu lors du *Sommet*. Les pistes d'action proposées sont ponctuées d'**hyperliens** menant aux initiatives éprouvées et aux documents s'y rapportant, qui peuvent ainsi servir de références aux individus ou organisations qui souhaiteraient s'en inspirer ou les appliquer directement.

Ce rapport vise ainsi à servir de moyen de sensibilisation et de conscientisation, mais aussi d'appui direct au milieu culturel québécois dans sa démarche de lutte contre les VACS.